

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 22 OCTOBRE 2001

N° 288 PRIX 4 FF



HALTE A LA GUERRE IMPERIALISTE

EN AFGHANISTAN

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

**HALTE A LA GUERRE
IMPERIALISTE EN
AFGHANISTAN**

Page 4 à 8
Côte d'Ivoire:
- Leur "forum de réconciliation", c'est du cinéma.
- Bataille de chiffonniers au ...
- Lutte pour le contrôle des milliards du café-cacao
- Un sinistre palmarès des grandes fortunes

L'aviation anglo-américaine fait tomber une pluie de missiles et de bombes sur les principales villes d'Afghanistan. Ces bombardements seraient une riposte aux attentats de New-york et de Washington. Ils seraient dus au fait que les taliban n'ont pas accepté de livrer le chef terroriste Ben Laden auteur présumé de ces attentats. Le président américain Georges Bush a annoncé que cette "riposte serait dévastatrice et prolongée", pour cela le congrès américain a débloqué un budget de guerre de 344 milliards de dollars. Les dirigeants américains ont mobilisé une armada de guerre au coeur de l'Asie centrale ainsi que dans d'autres zones stratégiques de la planète.

Page 9
Tchad : Après les inondations, le spectre de la famine.

Les chaînes de télé ont exhibé sans honte les joujous sophistiqués dernier cri, capables dit-on de prouesses meurtrières inimaginables. Les mêmes écrans de télé montrent chaque jour des images des familles terrorisées qui ne savent plus où se réfugier car toutes les frontières sont officiellement fermées, du moins pour ceux qui n'ont pas l'argent nécessaire au passage. Les principales victimes ne sont pas les sbires de Ben Laden ni les taliban, mais des femmes, des enfants et des vieillards pauvres et souvent malades. Les principales victimes de l'état de guerre nous dit-on à l'avance, seront ces deux à trois millions de paysans qui, s'ils s'attachent encore à leur terre ou sont parqués dans ces camps misérables, sont en proie à une sécheresse grave et à la guerre que les différents clans se mènent depuis plus de vingt ans. Ces dernières années ils n'ont pu survivre que grâce à l'aide internationale. Cette aide est suspendue depuis des semaines. Les images des gosses et des vieillards au corps décharné n'ayant rien d'autre à se mettre sous la dent que l'herbe, sont particulièrement insoutenables. Avec la guerre et l'arrivée de l'hiver très rude dans ces contrées montagneuses arides, on n'ose même pas imaginer ce qu'il adviendra d'eux.

Page 10
Il y a quarante ans la police massacrait des centaines d'Algériens à Paris.

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

Les avions américains ont accompagné leurs premiers lâchers de bombes de largages de colis de vivres avec l'étiquette "Don du peuple américain". Cela ne fait que traduire le cynisme et le mépris des dirigeants de ce pays le plus riche et le plus

puissant du monde envers les peuples qui n'ont rien.

Les actes terroristes de Ben Laden ou de ses semblables, sous le paravent de la religion, ont de quoi



Réfugiés afghans

susciter dégoût et horreur. Ben Laden et une partie des dirigeants taliban ont servi dans un passé pas si lointain, de mercenaires à la CIA (Services secrets américains) à l'époque où les USA cherchaient à mettre en place un régime plus favorable à eux que celui lié à l'ex-URSS. Ils n'ignoraient pas que cette mafia liée aux Mollahs une fois au pouvoir, ne manquerait pas d'instaurer un régime rétrograde féroce envers la population. Les femmes sont reléguées au rang d'esclaves corvéables à merci au service exclusif de leurs maris qui ont tous les droits sur elles. Le régime sanguinaire des taliban, ce sont les Etats Unis qui s'en sont servi et l'ont protégé. Ils ont fermé les yeux sur la dictature obscurantiste que les taliban exerçaient sur les populations. Les USA et leurs alliés occidentaux n'en sont pas à leur premier coup. Ce sont eux qui en 1990 diabolisaient Saddam Hussein après l'avoir doté d'une puissance militaire dans sa guerre contre l'Iran Khomeiniste. Aujourd'hui ils veulent, disent-ils, éradiquer le terrorisme dans le monde. Mais les bombes atomiques sur les villes non militaires mais civiles d'Hiroshima et de Nagasaki ne constituaient-elles pas des actes

terroristes? Les bombes au napalm, les défoliants déversés à haute dose sur les forêts vietnamiennes ainsi que sur les villages n'étaient-ils pas des actes terroristes? Les bombardements réguliers encore actuels sur l'Irak ajoutés au boycott économique du pays ne sont-ils pas eux aussi des actes terroristes? Et en Afrique, le génocide du Rwanda effectué par un régime ami de la France encadré et protégé par elle, n'était-ce pas un acte terroriste?

Pour qualifier la guerre que les USA et leurs alliés mènent aujourd'hui contre le peuple afghan exsangue, ce n'est pas le mot terrorisme qu'il faudrait utiliser mais plutôt celui de barbarie. Les grands de ce monde savent bien qu'ils ne mettront pas fin au terrorisme. Celui-ci peut continuer avec Ben Laden ou sans lui. Le gouffre est trop grand entre les nantis et les démunis qui sans perspective aucune pour leur devenir, sont complètement désespérés. Du désespoir au fanatisme religieux et au jihad il n'y a qu'un pas et il est vite franchi.

Les peuples pillés par les trusts industriels et financiers qui dominant le monde savent que les grandes puissances sont la principale cause de leur misère et de l'oppression. Ce sont ces deux facteurs qui sont à la base de la haine qu'un Ben Laden capte et canalise vers des objectifs réactionnaires. L'ignorance et l'obscurantisme dans lesquels des millions de gens sont maintenus font que sans cesse des vocations de terroristes kamikaze se révèlent et sont récupérées par n'importe quel gourou démagogue. Les dirigeants qui manipulent eux, ne sont ni des ignorants ni des désespérés. Certains auraient même bénéficié d'un enseignement de haut niveau dans des écoles occidentales et sont à la tête des fortunes colossales. Ils se servent de la religion pour maintenir le peuple dans

l'asservissement. Le principal responsable de cette situation, c'est le système capitaliste qui n'est plus apte à fournir à tous, un niveau de vie et un enseignement moderne. La multiplication des écoles coraniques sous forme de médrassa en Orient et la montée du maraboutisme en Afrique, sont la conséquence de ce recul certain. Ces médrassa sont financées directement par tel ou tel émir ou magna argenté. Les gens pauvres incapables de payer l'enseignement laïque à leurs enfants sont réduits à les confier aux Imams qui en font des

fanatiques. D'une manière plus générale, le développement de l'islamisme depuis ces deux dernières décennies est l'illustration d'une sorte de régression vers laquelle tend une grande partie de la planète.

Actuellement il y a la guerre et les travailleurs doivent la dénoncer, s'associer à toutes les initiatives de ceux qui s'y opposent. Ils doivent aussi mettre en cause ce système qui régit le monde et engendre des guerres qui mènent l'humanité à la barbarie.

COTE D'IVOIRE

LEUR "FORUM DE RECONCILIATION" C'EST DU CINEMA

Toute une pléthore de politiciens et de notables de tous bords ont déjà commencé à défiler à la tribune du palais de la culture pour discourir dans le cadre de ce que le gouvernement a nommé "forum de réconciliation nationale". Ce forum qui a commencé le 10 octobre devra se terminer le 10 décembre. Les caméras de télévision comme l'ensemble de la presse couvrent très largement ce prétendu "grand événement" qui ressemble plus à un cinéma dont les acteurs jouent des monologues qu'à un débat contradictoire sur la situation réelle que vit la majorité de la population.

Bédié a déjà palpé les fruits de cette "réconciliation". Après avoir passé 22 mois d'exil auprès de ses protecteurs en France, il est rentré en Côte d'Ivoire avec les honneurs, accueilli par un représentant de Gbagbo. Par avance, sans qu'il ait été jugé, il a bénéficié d'une amnistie générale. Il ne sera donc pas du tout inquiet pour les milliards de francs qu'il avait détournés durant son règne. Bien au contraire, Gbagbo lui versera même une indemnité d'ancien président; il est logé dans une grande villa ayant coûté plus de 700

millions aux contribuables. Il aura des employés de maison, des voitures et toutes sortes de privilèges aux frais de l'Etat. Ainsi, au lieu de lui confisquer ses avoirs volés, le pouvoir actuel lui en donne. C'est cela en réalité un des buts de cette "réconciliation". Gbagbo a besoin d'une stabilité pour pouvoir gouverner en toute tranquillité et par la même occasion il espère obtenir des crédits auprès des bailleurs de fonds. Il veut réunir autour d'une table les principaux ténors de la politique nationale afin de pouvoir se montrer comme celui qui rassemble tout le monde autour de lui. Mais pour le moment, Ouattara et Guéi sont restés devant la porte d'entrée. L'un comme l'autre veut que Gbagbo lui fasse plus de courbettes et accorde quelques concessions. L'"apothéose" nous dit-on, aura lieu lors de la cérémonie de clôture du forum où seront présentes des "personnalités" comme Eyadéma qui connaît un rayon en matière d'assassinat et de disparition de ses opposants!

Alors, que ces chefs de bande se réconcilient entre eux ou pas, les travailleurs n'ont pas à choisir entre les uns et les autres car du point de vue des intérêts des

exploités ils se valent tous. Ils sont tous des serviteurs des possédants.

Ce n'est pas pour autant que les travailleurs n'auraient rien à dire sur les différents sujets abordés au "forum". Si les travailleurs pouvaient y envoyer leurs représentants les plus combatifs et les plus conscients, ces derniers pourraient exprimer les aspirations de millions de travailleurs et de petites gens à la radio et à la télévision. Leur voix serait entendue partout et les exploités sauraient au moins qu'il y a dans ce pays des militants ouvriers qui combattent les injustices et veulent aider les exploités à s'organiser pour lutter collectivement.

Mais nos problèmes n'intéressent

pas les organisateurs de ce "forum" même s'ils disent qu' "aucun sujet n'est tabou". De fait, tous ceux qui y défilent, qu'ils soient de l'"opposition" officielle ou proche du pouvoir, nous méprisent. Nos conditions de vie difficiles, nos bas salaires, notre niveau de vie qui se dégrade au fur et à mesure que les prix augmentent, l'insalubrité dans laquelle nous vivons dans nos quartiers déshérités, etc., ils s'en moquent. Eux, ce qui les intéresse, c'est avant tout leur carrière personnelle; c'est leur positionnement dans le but de monnayer des avantages personnels. Alors, les travailleurs et tous les laissés-pour-compte ne peuvent compter que sur leur propre mobilisation, sur leurs propres luttes pour faire entendre leur voix et imposer leurs revendications.

COTE D'IVOIRE

BATAILLE DE CHIFFONNIERS AU SEIN DU PDCI

Depuis le retour de Bédié en Côte d'Ivoire, la crise qui couvait déjà depuis bien longtemps à l'intérieur de l'instance dirigeante du PDCI, semble reprendre du poil de la bête. L'ancien patron voudrait tout régenter mais pour cela il lui faut faire le ménage. L'illustration de cette crise est la remise à plusieurs mois plus tard du congrès qui devait avoir lieu ce mois d'octobre. On a pu assister également à un crépage de chignon entre les dignitaires de l'UFPDCI (l'Union de Femmes du PDCI). Cela a abouti à la mise à l'écart de Léopoldine Coffie qui tenait jusqu'ici le rôle de présidente de ce mouvement. Elle est accusée de "traîtrise" et d'être passée chez les partisans de Guéi.

En réalité il n'y a rien de nouveau sous le soleil du panier de crabes du PDCI. Déjà depuis le coup d'Etat de Robert Guéi en 1999, certains des dignitaires parmi les

plus opportunistes avaient quitté le bateau du PDCI en train de couler. Rappelons pour mémoire un certain Paul Akoto Yao qui s'était précipité dans le sillage du galonné tombeur de Bédié en présentant le "général" comme "notre De Gaulle à nous". Il est aujourd'hui l'un des chefs de l'UDPCI de Guéi. Il a déjà un gros os à grignoter. D'autres comme Dona Fologo, tout en étant secrétaire général et chef par "intérim" du PDCI, lorgne depuis quelque temps du côté de Gbagbo pour que celui-ci daigne lui donner le poste convoité de président du Conseil économique et social. D'autres, second ou troisième couteau, attendent peut-être le moment venu pour saisir le vent du large pour aller dans la direction la plus courte vers la soupe. Mais le problème est de savoir si le pouvoir actuel a de quoi satisfaire la voracité de chacun de ces margouillats car il a aussi à caser des dignitaires du FPI. Donc il y a

bien lieu de réfléchir et de choisir là où la probabilité de grappiller des postes est la plus forte.

Bédié tentera certainement de convaincre ses partisans un peu hésitants que demain l' "alternance"

est pour lui. Il peut toujours rêver. C'est permis même quand on a été chassé à coup de pied dans le derrière par un général qui, lui-même, a fini par lâcher le pouvoir auquel il tenait tant.

COTE D'IVOIRE

MAHAN GAHÉ : DÉMAGOGIE ET RECHERCHE DE PITANCE

Le 16 octobre dernier, Mahan Gahé, le secrétaire général du syndicat "Dignité" est intervenu à la tribune du "Forum pour la réconciliation nationale". Il a dénoncé "le mépris, le mensonge, la corruption et l'impunité" qui sont selon lui les maux dont souffre la population. Il a parlé, à juste titre du "mépris des puissants vis-à-vis des travailleurs, considérés comme du bétail et qu'on maintient à un salaire de misère pour préserver les salaires faramineux des copains PDG". Il a dénoncé également le "mépris d'un gouvernement qui se fiche de voir mourir les travailleurs et refuse de régler des situations pourtant simples où ceux-ci ont raison". Il s'en est pris à "un président de la république qui se moque des travailleurs victimes de licenciement abusif, de conditions de travail dangereuses, de harcèlement par des patrons sans vergogne... Un président qui joue la comédie du premier mai..." etc, etc. La Côte d'Ivoire est dit-il "un pays où tout est faux, truqué, arrangé". Il faut selon lui "soigner les grands maux" dont souffre ce pays et "redonner aux travailleurs leur dignité".

Voilà des paroles qui devraient faire chaud au coeur des travailleurs car elles mettent le doigt sur les réalités qui sont les leurs. Mais tout tombe à l'eau

lorsque qu'on se rend compte que le gouvernement, le président dont il s'agit sont ceux du "passé" et que toutes les misères, les mensonges, la corruption dénoncées sont également du "passé" dans la bouche de ce bureaucrate syndical qui voudrait à sa manière rendre un petit service au pouvoir de Gbagbo en échange d'un petit cadeau. La preuve en est que Mahan Gahé attend quelque chose en retour, c'est qu'à la fin de son discours, il demande platement entre autre la création d'"une structure de concertation permanente", d'un "comité de contrôle de l'économie", d'une "direction tripartite" à la CNPS comme dans d'autres caisses, d'une "subvention des confédérations syndicales", etc, etc. Bref, il quémande quelques postes et quelques caisses à gérer. Pour les travailleurs il ne demande, et encore du bout des lèvres, qu'un modeste remplacement du SMIG par un SMIC qui serait lié au niveau de vie.

Pour faire face à la misère qui grandit dans leurs foyers, à la rapacité grandissante des exploités, au renchérissement des prix des denrées, du transport et de tout le reste, les travailleurs ne peuvent pas compter sur un prétendu défenseur comme Gahé, plus préoccupé par sa carrière personnelle et la recherche des privilèges que par le sort des couches pauvres.

COTE D'IVOIRE**LUTTE POUR LE CONTROLE
DES MILLIARDS DU CAFE-CACAO ?**

Depuis quelques jours, un bras de fer s'est engagé entre le gouvernement d'une part et la BCC (Bourse du Café et du Cacao) et l'ANAPROCI (Association nationale des producteurs de café et de cacao) de l'autre. Ce conflit semble avoir pour fond le contrôle des milliards de FCFA que génère la mainmise de la commercialisation de ces deux produits.

En effet, la vente à l'exportation de ces deux produits donne lieu au prélèvement direct de 9.160FCFA par tonne exportée, sur quoi s'ajoutent encore 3.500 FCFA par tonne pour la "sacherie - brousse". Lorsqu'on sait que la production ivoirienne de ces deux produits s'élève à plus d'un million de tonnes, il s'agit de savoir lequel des deux parties aura le contrôle de ces milliards.

Les dirigeants de la BCC et de l'ANAPROCI crient leur colère en disant que le gouvernement est en train de "trahir le peuple". Mais d'un côté comme de l'autre, le prétendu "intérêt du peuple" n'a rien à voir dans cette affaire. Il s'agit d'un côté, pour les dirigeants de ces organismes, d'avoir le contrôle de cet argent et

de pouvoir s'en mettre au passage plein les poches, et de l'autre, pour le gouvernement, il s'agit de satisfaire les multinationales du négoce que sont Cargil, Barry Cabault (SACO), CEMOI, ADM, etc. Ces sociétés ne veulent entendre parler d'aucune sorte de contrôle, dans leur mainmise depuis l'achat aux producteurs jusqu'à l'exportation de ces deux produits. En satisfaisant les exigences de ces multinationales américaines, hollandaises et françaises, qui avaient dès le départ boycotté la BCC, le gouvernement se soumet en fin de compte à leur diktat ainsi qu'à celui du FMI qui lui non plus n'avait pas vu d'un bon oeil la mise en place de la BCC quelques mois plus tôt. Cela montre que ceux qui décident vraiment de la politique à mener en Côte d'Ivoire, aujourd'hui comme hier, ce sont les grands trusts et les bailleurs de fonds. Là en l'occurrence les dirigeants de la BCC et l'ANAPROCI qui ne font pas le poids à côté des trusts en payent les prix. Mais ceux qui sont vraiment les plus volés sont les petits paysans et les ouvriers agricoles qui se trouvent au bout la chaîne et qui sont depuis toujours les laissés-pour-compte.

**QUI A DECIDE L'ARRESTATION
DES "JEUNES GENS" DE GUEI ?**

Pour préparer son arrivée à Abidjan et sa participation au "forum national", Guéi a délégué une équipe de militaires dirigées par son aide de camp le capitaine Fabien Coulibaly pour le précéder. Seulement, une semaine après leur arrivée, ils ont tous été mis aux arrêts au Camp commando d'Abidjan-Koumasi, après avoir subi un interrogatoire au commandement supérieur de la gendarmerie. La convocation émanait directement du chef d'état-major des Fanci (Forces

armées nationales de Côte d'Ivoire) le général Mathias Doué, l'ex-numéro 2 de la junte militaire.

Celui-ci joue-t-il sa propre partition en réglant ses comptes personnels avec l'équipe de Guéi, quitte à mettre des bâtons dans les roues de Gbabgo? On le saura peut-être plus tard.

Toujours est-il que quelles que soient les raisons avancées pour ces arrestations, c'est une pierre lancée dans la marre de la

"réconciliation nationale" initiée par Gbagbo. Ce dernier entend certainement mener à son terme cette "réconciliation nationale" pour consolider son pouvoir fragile. Mais ces arrestations sont loin de l'arranger. Alors se pose la question de savoir qui détient vraiment le pouvoir? Gbagbo et ses ministres ou l'armée? En tout cas, cet incident montre que Gbagbo est loin de détenir la totalité du pouvoir. De là à penser qu'il ne

tient en place que dans la mesure où il ne dérange pas trop les forces armées, il n'en faut peut-être pas de beaucoup. Après tout, lorsque la junte détenait encore le pouvoir, Mathias Doué n'avait-il pas dit lors d'une interview accordée aux journalistes, qu'il s'identifiait, lui, à "Jésus" et considérait Guéi comme "dieu le père"? Alors, d'ici que l'idée lui vienne d'imiter son "père", il n'y a peut-être qu'un pas.

COTE D'IVOIRE

UN SINISTRE PALMARES DES GRANDES FORTUNES

Selon le palmarès des hommes les plus riches du monde, l'Américain Bill Gates, propriétaire de la société Microsoft (informatique), arrive en tête pour la septième année consécutive avec une fortune évaluée à 58,7 milliards de dollars. En guise de comparaison, cet homme à lui tout seul possède plus que l'équivalent de 34 années de budget de la Côte d'Ivoire.

La fortune du numéro deux de ce classement, également un homme d'affaire américain, n'est "que" de 32,3 milliards de dollars. Mais rien que depuis l'année dernière elle aurait progressé de plus de 4,3 milliards de dollars. Soit en une seule année il aurait "gagné" l'équivalent de cinq années de salaire d'un million d'ouvriers de Côte d'Ivoire touchant environ 50.000 fcfa par mois.

La famille Bouygues, connue en Côte d'Ivoire pour ses possessions (électricité, eau et diverses constructions entre autres), arrive à la 198^{ème} place avec 2,3 milliards de dollars. Quant à nos grotos d'ici, les noms des plus riches d'entre eux ne figurent même pas dans ce palmarès. A côté des éléphants que sont les Bill Gates et consorts, ils ressemblent à des fourmis. Ce qui, soit dit en

passant, n'enlève rien à leur voracité et à leur cupidité; bien au contraire. C'est en volant, en pillant les caisses de l'Etat, en payant des salaires de misère à leurs ouvriers qu'ils se sont enrichis au milieu d'un océan de misère.

Ces gens les plus fortunés du monde peuvent "claquer" en une seule soirée, rien que pour leur loisir, des sommes faramineuses qui pourraient par exemple nourrir des millions d'individus dans les pays où sévissent la famine ou la malnutrition. Et on pourrait multiplier ainsi à volonté des exemples illustrant tout ce qui pourrait être réalisé pour le bien être de l'humanité toute entière si l'on mettait au service de la collectivité humaine toutes les fortunes accumulées rien que par quelques centaines d'individus à la tête des trusts puissants qui pillent et exploitent aux quatre coins de la planète. La réalisation de ce projet de mise en commun de toutes les richesses fait partie du programme des communistes révolutionnaires. Mais elle passe tout d'abord par l'organisation du prolétariat en parti politique révolutionnaire car c'est la seule classe qui peut arracher des mains de la bourgeoisie toutes les richesses que celle-ci a accumulées.

T C H A D**APRES LES INONDATIONS
LE SPECTRE DE FAMINE PLANE**

Cette année, après les pluies torrentielles qui se sont abattues dans tout le pays, le risque de famine plane. C'est surtout dans les Sud du pays que les conséquences vont être désastreuses pour les paysans car c'est là que se trouve le grenier à mil, riz ou manioc du pays.

C'est depuis un mois que l'eau a envahi les champs. A part ceux de riz, les pieds des plants comme le mil, le sorgho, l'arachide, les pommes de terre, le manioc, cultures de base pour l'alimentation, commencent à pourrir. Aux dernières nouvelles, l'eau a commencé à baisser, mais le mal est déjà fait.

Ici dans l'immigration, des voyageurs venant du pays nous conseillent d'envoyer une petite somme à nos parents pour les soulager car leur situation risque de devenir catastrophique.

Quant aux dirigeants, ils ne

font rien. Les routes sont coupées pour cause d'inondation? Ils peuvent prendre l'avion pour aller se promener dans le Sud. La famine risque de menacer? Ils ne s'en inquiètent pas. Ce n'est pas leur problème car ils auront à manger, ainsi que leurs familles. Ils peuvent même mener le train de vie quotidien: rouler dans des voitures de luxe, aller boire, manger, danser en compagnie de leurs maitresses, à la "Plantation" ou autres "pari-ventes" de la capitale, et revenir dormir dans leurs villas.

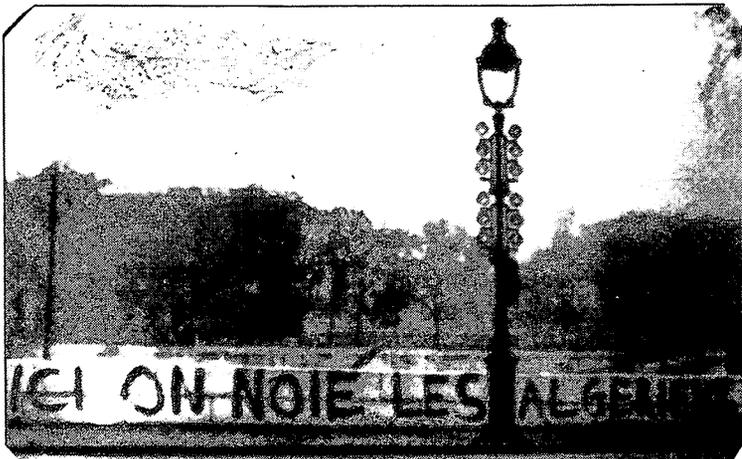
Mais ce sont les paysans pauvres qui risquent de mourir de faim. Même ceux qui travaillent (ouvriers, manoeuvres, etc.) auront du mal à se nourrir car, à cause des mauvaises récoltes dues à cette inondation, les prix des denrées alimentaires risquent de beaucoup grimper.

Mais là n'est pas le souci de nos dirigeants.

**IL Y A QUARANTE ANS
LA POLICE MASSACRAIT DES
CENTAINES D'ALGERIENS A PARIS.**

Le 17 octobre 1961, la police parisienne a mené une répression

féroce contre des manifestants algériens faisant des centaines de morts.



Inscription après
le massacre

En effet la guerre d'indépendance algérienne tirait vers sa fin. Elle avait commencé en novembre 1954. Pendant six ans la lutte pour l'indépendance était dirigée par le Front de Libération National (FLN). Cette organisation nationaliste a réussi à mobiliser une bonne partie de la population dans la lutte contre le colonialisme français. C'est la première lutte conséquence et la seule en Afrique contre la France coloniale. Les dirigeants algériens, à l'exemple de Mao en Chine, du Vietmin au Vietnam, ont su canaliser les forces sociales

pour faire craquer le colonialisme français. De toute manière la France était obligée de reculer devant la détermination du peuple algérien avec le million de victimes environ. Elle ne voulait pas que cette lutte fasse tâche d'huile dans le reste de l'Afrique Noire.

En janvier 1961 la France acceptant sa défaite, des pourparlers étaient en cours entre le FLN et le gouvernement de De Gaulle. Cela va aboutir aux accords d'Evian, en mars 1962.

Cette défaite de la France coloniale, les hommes politiques ne l'ont pas accepté de gaité de coeur. Ainsi, Maurice Papon, préfet de Paris de l'époque, ancien préfet à Constantine en Algérie, a instauré, en octobre 1961, le couvre-feu, entre 20h30 et 5h30, pour les Algériens. Pourtant ils sont considérés officiellement comme des citoyens français. En plus le Préfet a imposé le couvre-feu pour les cafés et les restaurants algériens à partir de 19h. Cette mesure pénalisait tous les Algériens et plus particulièrement les ouvriers qui rentraient tard de leur travail.

D'un autre côté, pendant les accords d'Evian, chacun des deux parties affirmait son autorité par tous les moyens. C'est ainsi que le FLN a voulu faire pression sur la France en amenant les Algériens vivant en France, à s'opposer au couvre-feu par une manifestation à Paris le 17 octobre 1961 au soir.

Dès 18h de ce jour, ce sont des dizaines de milliers d'Algériens, y compris femmes et enfants, qui se sont mis à se diriger vers le centre de Paris. Plusieurs cortèges défilèrent dans les rues de la

capitale aux cris de "Levez le couvre-feu", "Algérie algérienne", "Vive le FLN". C'est une manifestation pacifique qui était prévue. Mais les oreilles de Papon et du gouvernement ne l'ont pas du tout entendu de la même façon. Les policiers ont déversé leur haine bien entretenue par une répression féroce. Les policiers matraquèrent à coups de crosse et tirèrent à balles réelles. Ils assassinèrent des Algériens et se débarrassèrent de leurs corps dans la Seine. Ce soir-là plus de 11.000 hommes furent arrêtés, bastonnés et internés dans des stades réquisitionnés pour l'occasion. Après ce fut la chasse à l'homme, des assassinats dans les lieux de détention. Officiellement cette opération policière aurait fait de 200 à 300 morts, mais ce chiffre doit être bien loin de la vérité. Et de toute façon les informations concernant ces événements ont été bien protégées des yeux du public pendant très longtemps. Celles judiciaires restèrent aussi sans suite. Et quand en février 1962 une manifestation fut organisée par le PCF contre l'assassinat d'une jeune fille par l'organisation d'extrême droite l'OAS, la police dirigée par Papon a sévi encore en réprimant cette manifestation et tuant neuf manifestants, membres et sympathisants du PCF.

Actuellement un coin de voile est levé concernant les informations sur ces événements. Certains dirigeants français reconnaissent même, du bout des lèvres, certaines exactions commises à cette époque-là. Une plaque commémorative des événements a même été érigée au pont saint-Michel ce 17 octobre. Tant mieux si la vérité est reconnue même quarante ans après.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.